

DE LA MATERNELLE À L'UNIVERSITÉ, TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 19 MARS

La mobilisation inédite des gilets jaunes perdure. Le gouvernement s'acharne à la discréditer et à la réprimer, par le biais des violences policières et de l'opération médiatique du « grand débat ».

Dans l'éducation, des établissements partout en France se mobilisent contre les réformes des lycées et les baisses de moyens (grèves reconductibles, démissions de PP, boycott des conseils de classe, des examens et des CA, opérations de notation à 20/20...). Des enseignant-es ont été rappelés-es à l'ordre pour avoir organisé des réunions avec les parents ou exprimé leurs désaccords avec les réformes en cours.

AMPLIFIONS CES LUTTES POUR LES INSCRIRE DANS UN MOUVEMENT SOCIAL PLUS LARGE CAPABLE DE NOUS FAIRE GAGNER !

L'école du tri social s'accroît (évaluations nationales, contre-réforme du lycée général et du baccalauréat, contre-réforme du lycée professionnel, mise en place de Parcoursup, augmentation des frais d'inscriptions dans les universités) avec pour objectif d'assigner aux élèves une place sur le marché du travail dès le plus jeune âge. Pour les personnels, ces réformes signifient une dégradation des conditions de travail et une gestion managériale renforcée.

Le projet d'« école de la confiance » de Blanquer est cohérent avec la politique libérale de Macron :

- ⇒ création d'Établissements Publics des Savoirs Fondamentaux prévoyant de placer les écoles sous l'égide du collège du secteur ;
- ⇒ attaque contre la liberté d'expression des personnels ;
- ⇒ mise au pas nationaliste de l'école (drapeaux et Marseillaise affichés dans chaque classe) ;
- ⇒ nomination des directeurs-trices de instituts de formation par les recteurs-trices ;
- ⇒ mutualisation des AESH auxquelles on demande d'accompagner de plus en plus d'élèves ;
- ⇒ missions d'enseignement précaires confiées aux AED qui préparent les concours de l'enseignement.

SUD ÉDUCATION PARIS REVENDIQUE

- ⇒ l'abrogation de la loi ORE et de Parcoursup, de la réforme du lycée et du baccalauréat, de la réforme de la voie professionnelle ;
- ⇒ la titularisation sans condition de toutes et tous les précaires ;
- ⇒ le retrait du projet de loi « école de la confiance » ;
- ⇒ une baisse du temps de travail et une augmentation générale des salaires ;
- ⇒ une baisse des effectifs par classe (20 élèves maximum par classe, 16 en éducation prioritaire, 12 en SEGPA).

CONTRE LE DYNAMITAGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET LA DESTRUCTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE !

10h Assemblée générale 1^{er} degré Bourse du travail annexe rue de Turbigo

13h Manifestation RER Luxembourg

18h Assemblée Générale éducation IDF lieu à définir